



## PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE

**LE MINISTERE DE LA PECHE ET DES RESSOURCES HALIEUTIQUES**  
(Ministère chargé de la Pêche)

ET

**LA SOCIETE COPEFRITO**  
(Société)

**SUR L'UTILISATION D'UN NAVIRE D'APPUI**

*(Le présent protocole comprend dix huit (18) pages y compris celle-ci  
et les sept (07) appendices)*

## **Article 0 : Objet et conditionnalité du protocole**

Le présent protocole signé par les deux parties a pour objet de définir les conditions d'exercice des activités d'un navire d'appui dans les eaux sous juridiction malagasy.

Le présent protocole est conditionné par le paiement d'une avance de six cent milles ariary (Ar 600 000) par navire autorisé à l'article 3. Cette avance est défalquée au prorata de la redevance à payer pour chaque navire au moment de la délivrance de la licence. En cas de non-exécution du protocole selon les clauses de l'article 8, le protocole devient caduc et la somme versée n'est plus remboursable.

La copie de la quittance de paiement fera partie intégrante du protocole.

## **Article Premier : Zone d'activité**

La zone de pêche dans laquelle s'applique ce Protocole d'Accord concerne les eaux sous juridiction malagasy et :

- Au-delà de 02 miles à partir de la ligne de base sur la façade Est (à l'exception de la baie d'Antongil qui est fermée) ;
- Au-delà de 08 miles à partir de la ligne de base sur la façade Ouest.

La ligne de base tiendra compte des îles suivantes : Nosy Be et Nosy Lava sur la côte Ouest et Sainte Marie sur la côte Est.

## **Article 2 : Espèces concernées**

Les espèces pouvant être transportées par les navires d'appui agissant dans le cadre de ce protocole sont celles listées en appendice 1.

La détention à bord de toutes espèces prohibées et défendues, soit par les réglementations nationales ou internationales est interdite notamment les requins et les mammifères marins.

## **Article 3 : Navires d'appui à utiliser**

La Société est autorisée par le présent protocole à UN (01) navire d'appui, battant « Pavillon Malagasy ».

Aucun engin de pêche ne doit pas être présent à bord du navire.

Les activités du navire d'appui consistent à avitailler en mer un navire de pêche, soit à recevoir à son bord et transporter ses captures des lieux de pêche jusqu'au port de débarquement.

Les caractéristiques du navire d'appui, dûment certifiées par les autorités compétentes du pays où ils ont été enregistrés, doivent être jointes à la demande de licence à adresser au MINISTERE CHARGE DE LA PECHE. La date de délivrance de ce certificat ne doit pas dépasser trois (03) mois.

Le navire doit être conforme aux dispositions réglementaires du Code Maritime. Le Ministère chargé de la Marine marchande doit délivrer les autorisations de navigation après visite de mise en service du navire.

Le navire doit arborer les marques d'immatriculation et l'indicatif d'appel conformément aux normes internationales et à la réglementation Malagasy. Toutes les marques devraient être apposées sur les deux côtés du navire (bâbord et tribord).

#### **Article 4 : Conditions d'exercice de l'activité d'appui**

- a) Utilisation de balise Inmarsat C (EC TRACK), une position par heure et 24 positions par jour selon les dispositions définies en appendice 4 ;
- b) Prise en charge des coûts d'un observateur malagasy sur le navire. (obligatoire) ;
- c) Sur demande du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE, prise en charge des indemnités et des coûts d'un observateur scientifique dont les conditions sont définies en appendice 3 ;
- d) Pour le suivi des activités, un journal de bord (Log book) doit être institué ; et,
- e) La société doit prouver qu'elle dispose d'une base à terre pour la transformation, le conditionnement et/ou le stockage des produits, tel que stipulé dans l'article 24 du décret n°94/112 du 18/02/94.

#### **Article 5 : Contrôle du navire avant le début de l'activité**

Avant de pouvoir exercer, chaque navire demandeur de licence doit faire obligatoirement l'objet d'une inspection par le Centre de Surveillance des Pêches dans un port convenu de commun accord entre les deux parties. L'armateur du navire est ainsi tenu d'informer au préalable le Centre pour définir le port d'inspection. Sont notamment inspectés et contrôlés les locaux servant au traitement et à la conservation des produits (à bord), la balise satellite, le système de communication HF/VHF ainsi que le plan de cale certifié.

Toutefois, le Centre de Surveillance des Pêches peut faire des contrôles et inspections inopinés en cours de campagne.

#### **Article 6 : Licence du navire d'appui**

L'activité d'appui ne peut être effectuée que par un navire muni d'une licence de navire d'appui délivrée par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE. La validité de la licence est annuelle et se termine le 31 décembre de chaque année. La demande de licence ainsi que le renouvellement se font obligatoirement sur demande écrite à adresser au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE au moins quinze (15) jours ouvrables avant l'entrée en activité du navire. L'originale de la licence doit être détenue à bord du navire pour être présentée aux agents officiels de la République de Madagascar.

La licence ne peut être délivrée qu'après présentation de la preuve de paiement des redevances ainsi que de l'originale de la licence périmée.

#### **Article 7 : Remplacement d'un navire**

La licence n'est pas transférable automatiquement. En conséquence, le remplacement d'un navire par un autre ne peut se faire que sur autorisation du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE après analyse des caractéristiques du navire remplaçant. Le cas échéant, le navire de remplacement sera muni d'une nouvelle licence de navire d'appui à délivrer par le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE suivant les conditions stipulées dans le présent protocole.

#### **Article 8 : Durée du protocole et renouvellement**

La durée du Protocole qui prend effet à partir de sa date de signature par les parties concernées est de trente six (36) mois. Si aucune licence n'est demandée dans un délai de trois (3) mois à la date de la signature du protocole, celui-ci devient caduc et non avenu.

La demande de renouvellement doit être adressée au MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE par la Société trois (3) mois avant la fin de la période du présent Protocole.

Nonobstant le paragraphe premier, le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut en tout temps annuler le présent protocole si des indications de surexploitation de la ressource sont enregistrées ou démontrées sur le fondement de critères techniques. Néanmoins, les licences délivrées pour l'année en cours resteront valides jusqu'au 31 décembre, mais ne seront plus renouvelées.

#### **Article 9 : Redevance**

Le montant de redevance annuelle, calculé en fonction de la puissance du navire et de l'indice correspondant est fixé par un Arrêté Interministériel. Toute année commencée est due.

#### **Article 10 : Mode de paiement des redevances**

En terme du présent protocole, l'armateur versera les redevances y afférentes à la Trésorerie Principale d'Antananarivo, par espèce ou par chèque certifié au nom de « Madame Le Receveur Général d'Antananarivo/AMPA ».

La redevance est payable au moins quinze (15) jours ouvrables avant l'entrée en activité du navire concerné.

#### **Article 11 : Rapports d'activités**

Pendant ses activités dans la zone autorisée, le capitaine du navire est tenu de remplir un journal de bord.

Ce journal mensuel rempli en deux (02) exemplaires sera envoyé par la Société par voie recommandée avec accusé de réception à Monsieur le Directeur des Pêches BP. 1699 Antananarivo, et le 2<sup>e</sup> exemplaire à Monsieur le Chef du Centre de Surveillance des Pêches BP. 60 114 Antananarivo, MADAGASCAR.

En outre, le capitaine établira également un rapport sur les autres navires qu'il a vu pêcher ou exercer dans sa zone d'activité en indiquant notamment leur nom, pavillon, type, indicatif d'appel, position, date où il les a observés. La société enverra ce rapport au Centre de Surveillance des Pêches.

Le MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE peut exiger à la Société d'autres renseignements complémentaires, si besoin est.

#### **Article 12 : Observateurs**

Le navire doit prendre un observateur malagasy à bord pour toute la durée du protocole. A la demande du MINISTÈRE CHARGÉ DE LA PÊCHE et à partir d'un port convenu au préalable entre les deux parties au présent protocole, le navire énuméré à l'article 3 doit prendre un (01) observateur. Chaque observateur doit être titulaire d'une carte professionnelle et d'un fascicule de marin et il est tenu en outre de respecter les instructions de sécurité établies à bord.

Les frais relatifs à l'embarquement d'un observateur, fixés à 20 000 Ar/jour sont pris en charge par l'armateur et seront versés au Centre de Surveillance des Pêches.

Parallèlement aux embarquements respectifs d'observateur du Centre de Surveillance des Pêches et des marins malagasys, l'armateur a la possibilité d'embarquer d'autres observateurs et techniciens de nationalité de son choix.

Au cas où le navire ne se présente pas au moment convenu dans le port ainsi fixé pour embarquer l'observateur, l'armateur est tenu de régler les frais relatifs à son immobilisation durant l'attente au port (hébergement, nourriture).

### **Article 17 : Autre dispositions**

Toutes modifications d'une ou de plusieurs clauses du présent protocole feront l'objet d'un nouveau protocole.

Le non respect des dispositions citées ci-dessus entraînera le retrait de la licence pour navire d'appui délivrée.

### **Article 18 : Règlement des différends**

Tout différend résultant de l'application du présent Protocole sera réglé à l'amiable. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible, le litige sera soumis à l'examen d'un arbitrage dont la composition sera arrêtée par les deux parties.

### **Article 19 : Respect des mesures de gestion**

Toutes infractions aux dispositions du présent protocole seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux textes en vigueur en matière de pêche

### **Article 20 : Dénonciation ou renonciation**

L'une des deux parties peut renoncer au Protocole si ce dernier est déjà exécuté, en informant l'autre au moins trois (3) mois avant la date à laquelle, elle pense rendre effective sa renonciation. Pendant ce temps, les deux parties régleront entre elles tout problème en suspens.

### **Article 21 : Adresses pour les correspondances**

Pour leurs correspondances, les deux parties utiliseront toutes les formes de communication comprenant notamment l'envoi postal, le courrier express par avion, le télégramme, le télex, le fax, aux adresses suivantes :

#### **POUR LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

Ministère de la Pêche et des Ressources  
Halieutiques  
B.P. 1699 Antananarivo

Tél : + 261 20 22 406 50  
Fax : + 261 20 22 409 00 / + 261 20 22 490 14

#### **POUR LA SOCIETE**

Société COPEFRITO  
Avenue de France, Mahavatse II  
BP 212 TOLIARA 601

Tél : 261 20 94 438 02  
Fax : 261 20 94 414 02  
e-mail : [info@copefrito.com](mailto:info@copefrito.com)

Fait à Antananarivo, le

#### **POUR LA REPUBLIQUE DE MADAGASCAR**

LE MINISTRE DE LA PECHE ET DES  
RESSOURCES HALIEUTIQUES



*Décideur: HENRI RAHARISAINA*

#### **POUR LA SOCIETE**